FFR
LIGUE RÉGIONALE
ÎLE DE FRANCE

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU

BUREAU DE LA LIGUE REGIONALE ILE-DE-FRANCE DE RUGBY

DU MERCREDI 5 FEVRIER 2026

En visioconférence Teams

MEMBRES DU BUREAU :

Présents :
Thierry ALLIESSE, Jérôme BOUSQUET, Cindy BRUGNON, Stéphane CHARTIER, Thierry CHEVALIER, Sandrine CLARY, Alain COLLAS, Séverine DRUART, Marie-Chantal GAY, Pascal GIRAUD, Marc-Henri KUGLER, Michel LAUNAY, Peter MAC NAUGHTON, Serge MORONVALLE, Jérôme REMY, Alain TRONQUET.

Excusés :
Sabine LARCHER, Pierre SALLENAVE, Abdelhamid TAMARAT.

MEMBRES ASSOCIES :

Présents :
Franck CIBOIS, Bruno FICHE, Jean-Luc LOPEZ.

Excusé :
Francis JOUBERTON.

Le mercredi 5 février 2026, à 8 heures, les membres du Bureau se sont réunis en visioconférence Teams, sur convocation écrite faite par le Président en date du 29 janvier 2026.

Le quorum étant atteint, 16 membres sur 19 présents pour le Bureau, l'assemblée peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Accueil.
2. Actualités Fédérales.
3. Actualités Régionales.
4. Nomination d'un membre du Conseil Régional de Discipline
5. Questions diverses.

La réunion débute à 8 heures sous la Présidence de Thierry ALLIESSE.

I. ACCUEIL DU PRÉSIDENT

Thierry ALLIESSE ouvre la séance en présentant la situation préoccupante concernant les violences autour des terrains. Plusieurs faits marquants sont évoqués :

- Bagarres à Massy en décembre et janvier.
- Match arrêté entre le Racing et le Stade Français.
- Incidents divers à Triel, Goussainville et Vitry en divisions régionales et au SCUF en Fédérale.
- Pression grandissante sur les arbitres, parfois visés sur les parkings.

Décisions et constats :

- Nécessité d'un courrier officiel aux Présidents de clubs.
- Importance de sensibiliser non seulement joueurs mais aussi éducateurs, parents et public.
- Les réseaux sociaux sont un facteur aggravant, alimentant tensions et provocations.

Analyse approfondie des violences et dérives :

- Les intervenants (Thierry, Cindy, Séverine, Bruno, ...) partagent observations et propositions :
  - Les violences viennent de plus en plus des tribunes.
  - Certains éducateurs ne mesurent pas l'ampleur des tensions.
  - Pression sociale ou communautaire dans certains « derbys ».
  - Importance de former les leaders d'équipes, y compris les jeunes.
  - Certains clubs peinent à sanctionner faute d'effectif suffisant.

Orientations retenues :

- Préparer un courrier fédérateur et mobilisateur.
- Prévoir un plan d'actions concret incluant ateliers, sensibilisations, méthodologie partagée.

Il propose ensuite d'aborder l'ordre du jour.

II. ACTUALITES FEDERALES

Le Président informe les membres du Bureau des points suivants :

- AGO du 04/02/2026 : Convention LNR–FFR adoptée, 13 M€ supplémentaires pour le rugby amateur sur 5 ans.
- Convention SACEM : couverture des droits musicaux pour les clubs.
- Beach Rugby :
  - la FFR a la délégation de Service Public sur cette activité.
  - Les finales nationales seront intégrées dans un tournoi existant.
- Rugby à 5 +50 ans : lancement d'une nouvelle catégorie.
- Nicolas JUBIN : Nouveau Directeur du Comité Médical de la FFR.
- Commotions : un groupe de travail inter fédérations existe et la Fédération de Hockey veut l'intégrer.
- Une subvention Conseil Régional Ile-de-France a été actée pour la FFR, pour le moment rien pour la LIFR.
- Le budget du rugby à 7 est de 4,6 millions d'euros et des modifications règlementaires ont été validées (mise en test au préalable en Ile-de-France).
- Problématiques sur la Convention FFR–Éducation nationale retardant les nominations de professeurs dans les PER.

- Réforme des académies et orientations pour le haut niveau.
- Job dating : France Travail souhaite travailler avec les Ligues et mettre en place plus de dates avec une aide dégressive en fonction du nombre de participants.
- Mise à jour du label « Club engagé » avec la prise en compte pour 2026/2027 de l'attractivité et la fidélisation des licenciés. Question de la fiabilité des données Ovalie.

III. ACTUALITES REGIONALES

Le Président et les Responsables des Pôles informent les membres du Bureau des points suivants :

Arbitrage

Bruno FICHE présente un bilan positif :
- Progression importante des arbitres franciliens.
- Nouvelles intégrations dans les circuits internationaux.
- Très bon niveau constaté en régional.
- Échanges fructueux avec la Ligue Occitanie.
- Mise en avant du travail des désignateurs.

Organisation interne et fonctionnement administratif

Un point complet est présenté par Jean-Luc LOPEZ :
- Nécessité d'une meilleure coordination salariés/élus.
- Importance d'une information descendante structurée.
- Mise en place de fiches de mission individuelles.
- Clarification des responsabilités et process.
- Optimisation de Teams comme outil centralisé.
- Amélioration de la continuité de service.

Situation financière

Décision forte :
- Aucune dépense non budgétée ne sera engagée jusqu'à la fin de la saison.
- Vigilance accrue sur toutes propositions de dépenses.
- Stages école : uniquement si compatibles légalement et budgétairement.

Projets et actions transverses

- Demandes liées aux actions handicap : arbitrage favorable pour intégrer un atelier adapté, en cohérence avec la politique régionale.
- Préparation d'une table ronde sur la féminisation des instances.
- Suivi du Plan d'action 2025–2026 : rappel de fournir les éléments manquants.

Formations et outils fédéraux

- Webinaire feuille de match informatisée EDR : 700 participants, rediffusion prévue.
- Formation des Comités Départementaux fixée au 17 février.

IV – NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE

- En raison de la charge de travail du Conseil Régional de Discipline, Thierry CHEVALIER présente, en procédure d'urgence, la candidature de Philippe GAILLARD pour renforcer le Conseil de discipline. Son parcours, expérience et motivation sont salués. Sa nomination est approuvée provisoirement en attente de la ratification du Comité Directeur.

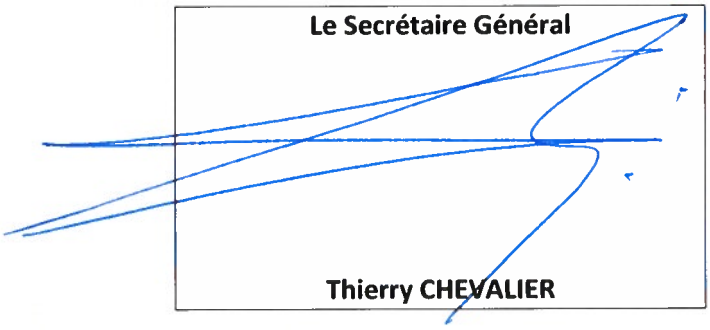
Les membres du Bureau approuvent cette nomination à l'unanimité dans l'attente de la ratification du Comité Directeur

V – QUESTIONS DIVERSES

Aucune question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 9 heures 25.

Fait à Paris, le 5 février 2026.

Le Président	Le Secrétaire Général
	
Thierry ALLIESSE	Thierry CHEVALIER